

Avis pré-budgétaire

Dans le cadre des consultations 2023-2024 du ministère des Finances

Les actions qui doivent être prises par le gouvernement :

Comme vous le verrez plus bas dans les résultats du sondage de la TROCAO, la situation au sein de la population et au sein des organismes communautaires de la région se détériore rapidement. La situation particulière en Outaouais, une région frontalière avec la ville d'Ottawa (plus grande que Gatineau) et l'Ontario, et où il y a une forte présence de la fonction publique fédérale, n'aide pas à la situation précaire des organismes et au recrutement. Les crises sont multiples; les solutions doivent donc être tout aussi diversifiées, et mises en place rapidement.

Investissement massif dans le financement à la mission globale pour les organismes d'ACA, pour permettre un financement adéquat et fiable au fonctionnement pour la mission sociale des organismes. Cela a comme objectif de contrecarrer le sous-financement chronique qui se vit depuis des décennies ainsi que pallier l'augmentation de besoins de la population (ex : augmentation de la fréquentation des organismes de santé mentale, de soutien en lien avec la violence ou lié à l'insécurité alimentaire et la recherche de logement).

Indexation de tous les financements à la mission globale. En contexte d'inflation marquée, l'impact est d'autant plus important. La nature même des financements récurrents à la mission globale est d'assurer la prévisibilité et la pérennité d'un financement pour la mission sociale reconnue d'un organisme donné. Nonobstant la situation de sous-financement qui rend cela difficile, *une indexation appropriée éviterait un appauvrissement des organismes*. Certains programmes n'ont toujours pas d'indexation. Les autres ont une indexation largement en-deçà de l'augmentation des coûts de fonctionnement des organismes.

Redistribution de la richesse pour lutter contre les inégalités sociales qui se creusent.
[Voir les propositions de la campagne Engagez-vous pour le communautaire dans leur avis pré-budgétaire.](#)

Sondage de la TROCAO sur les réalités terrain en Outaouais

Voici les résultats d'un sondage de la TROCAO, qui s'est déroulé fin octobre et début novembre 2022, peu après les dernières élections provinciales. Le sondage portait sur la participation aux activités dans les organismes, les besoins observés, ses effets sur les organismes et la population et, enfin, sur l'embauche et la pénurie de main-d'œuvre. 55 organismes membres de la TROCAO ont répondu à l'appel, ce qui représente un peu plus de 50% des membres de la TROCAO. Vous le verrez, les chiffres sont alarmants. La TROCAO ne s'attendait évidemment pas à ce que le portrait soit rose, mais l'ampleur des difficultés vécues sont immenses.

Demandes faites aux organismes

- 60% des organismes répondants ont indiqué vivre une augmentation importante des demandes et 30% ont indiqué vivre une légère augmentation.
 - On parle 90% des organismes répondants qui observent des augmentations par rapport à la normale au cours des deux dernières années.
 - Lorsqu'on demandait aux organismes de quantifier l'augmentation de la demande, on parle de 20 à 50% d'augmentation, ce qui est énorme en si peu de temps

Effets sur la population - Quelques constats qui ressortent du lot en lien avec les organismes

- Dégradation importante de leur situation de vie
- Liste d'attentes qui se créent et s'allongent
- Annulation d'activités
- Réduction de la variété d'activités pour n'offrir que de l'urgence
- Moins de ressources peuvent être dédiées à la prévention, la sensibilisation et la défense de droits.

Près de 75% des organismes voient des besoins actuels dans leur population pour lesquels ils ne peuvent rien faire faute de financement, principalement en lien avec des problématiques liées à la santé mentale et au logement

- Environ 10% des organismes pensent devoir abandonner certains projets pilotes à court terme faute de financement, particulièrement des activités de sensibilisation auprès de diverses populations.

Difficulté de recrutement et participation au CA

- Pour 50% des organismes, c'est très fréquent de ne même pas recevoir de CV acceptable lors d'un affichage de poste.
- Seulement 13% des organismes n'ont jamais eu à vivre le fait de recevoir aucun bon CV, mais ça ne veut pas plus dire qu'ils ont réussi à embaucher.
- Environ 50% des organismes ont dû suspendre un nombre significatif d'activités dans la dernière année faute de personnel (cuisines collectives, sorties sociales, groupe de soutien et d'entraide)
- Plus de 50% des organismes se résignent à embaucher du personnel sous-qualifié, ce qui vient avec son lot de défis et complexités
- Les difficultés de recrutement touchent aussi un grand nombre de conseils d'administration

Analyse

Alors que les équipes en place sont déjà surchargées et que les organismes ne peuvent pas prendre en charge leurs membres, quand une personne quitte elle n'est souvent pas remplacée avant plusieurs mois. La pénurie de personnel vient donc ajouter une pression à celle venant du sous-financement chronique qui rendait déjà très difficile, voire, impossible, pour les organismes d'actualiser pleinement leur mission et de répondre aux besoins.

Par exemple, dans un organisme de 4 ressources humaines, il avait déjà été identifié qu'il en faudrait 7 pour répondre aux besoins. Donc, même quand tous les postes sont comblés, la situation est très difficile. Actuellement l'organisme n'a que 2 postes de comblés pour faire le travail de 7 personnes, ce qui est impossible.

Face à autant de défis, les membres du CA se découragent et quittent. Naturellement, peu de gens sont intéressés à rejoindre le CA d'un organisme qui vit autant de difficultés. L'immense roulement des directions générales des organismes (33% des directions en 2 ans) rend la tâche encore plus ardue. Ce chiffre vient des renouvellements d'adhésions annuelles à la TROCAO. On parle donc de 33% des 105 organismes membres de la TROCAO qui ont changé de direction générale depuis 2020.

En termes de solution, les organismes veulent un rehaussement significatif du financement à la mission globale pour : (1) freiner l'exode vers le réseau public ou la fonction publique fédérale, où les conditions de travail sont largement supérieures et (2) pérenniser des projets en cours. Un plus gros financement à la mission globale vient également grandement faciliter la gestion des organismes.

Autres facteurs aggravants

Deux autres enjeux empirent le contexte actuel de sous-financement et viennent expliquer en partie l'immense augmentation des besoins.

1- La crise du logement : Face à la crise du logement actuelle, pratiquement tous les organismes font face à des défis très complexes pour lesquels ils n'ont pas vraiment de solutions. Pour tous les organismes fournissant de l'intervention/accompagnement, il devient pratiquement impossible d'aider une personne à se trouver un logement, qu'on parle de personnes âgées, de personnes vivant avec un trouble de santé mentale, de personnes en situation d'itinérance, de personne vivant de la précarité socio-économique, nouveaux-arrivants, etc.

2- La hausse du coût de la vie : De manière similaire à la crise du logement, la hausse du coût de la vie a un impact majeur sur la qualité de vie des membres des organismes communautaires. Toutefois, l'inflation a aussi un immense impact sur la rétention de personnel, où dans bien des organismes, les conditions de travail ne permettent même pas au personnel de se loger et de subvenir convenablement à ses besoins de base.

Alors que le contexte de sous-financement existe depuis plus de 20 ans, ces 2 facteurs viennent amplifier l'impact du sous-financement et mettre en péril bien des organismes. La survie même de certains organismes est actuellement en jeu, la capacité à livrer des activités n'est aucunement assurée dans plusieurs organismes.

Conclusion

La TROCAO n'est pas surprise en soi des résultats du sondage qui viennent confirmer ce que nous entendons lors de rencontres sur le terrain avec nos membres. Cela fait maintenant plusieurs décennies que le milieu communautaire autonome revendique des rehaussements de son financement à la mission globale. Les conséquences de l'absence de réponses positives gouvernementales deviennent de plus en plus dramatiques comme le montrent les résultats.



Sommaire des revendications de la campagne Engagez-vous pour le communautaire :

- 1) Augmenter le financement à la mission des organismes d'ACA et indexer les subventions
- 2) Réinvestir massivement dans les services publics et les programmes sociaux
- 3) Instaurer des mesures fiscales progressives mettant à contribution les ménages et les entreprises les plus riches

[Voir l'avis pré-budgétaire de la campagne Engagez-vous pour le communautaire](#)